



Discours sur l'état de l'Union 2026 de la présidente von der Leyen

Strasbourg, le 16 septembre 2026



La version originale de ce discours est accessible [ici](#)

«*Seul le texte prononcé fait foi*»

Madame la présidente Metsola,

Monsieur le premier ministre Carney,

Mesdames et Messieurs les députés,

«*C'était le meilleur des temps, c'était le pire des temps.*» C'est comme cela que Charles Dickens décrivait l'Europe au temps de la Révolution française. Ce portrait pourrait tout aussi bien être celui de notre monde contemporain. Les choses évoluent à une vitesse phénoménale. Les enjeux sont immenses. Et quand je regarde l'Europe d'aujourd'hui, voici ce que j'en pense: notre Union n'a jamais été aussi forte. Mais notre Union peut aussi sembler plus précaire que jamais.

Ces deux affirmations peuvent sembler contradictoires. Mais elles sont toutes les deux vraies. Elles témoignent des temps exceptionnels que nous vivons. Cette époque complexe, faite de grandes possibilités et de grands dangers, que tous les pays s'efforcent de traverser.

Dans ce monde, l'Europe a choisi de tracer sa propre voie. Une Europe plus forte et plus indépendante est aujourd'hui en train d'émerger.

C'est une Europe qui assure sa prospérité. Une Europe qui se libère de sa dépendance toxique aux combustibles fossiles russes. Qui est devenue la première puissance commerciale de la planète. Qui fait évoluer sa politique industrielle tout en préservant un modèle social unique au monde.

Cette Europe est plus que jamais à même de se défendre. Car nous avons repensé en profondeur la sécurité de ses États membres. Rien qu'au cours des cinq dernières années, nos dépenses de défense ont augmenté de plus de 80 %.

C'est une Europe qui fait front commun. Comme elle le fait en se tenant aux côtés de l'Ukraine qui lutte pour son avenir et sa liberté. Comme nous l'avons fait aussi pour le Groenland lorsqu'il était menacé. Ou lorsque nos démocraties sont la cible de drones, d'attaques hybrides ou de désinformation.

Tout cela démontre une chose: l'Europe agit pour les Européens. Et dans un monde fragile comme du verre, la seule souveraineté qui vaille est celle que l'Europe offre aux Européens.

Cette Europe, Mesdames et Messieurs les députés, nous pouvons en être fiers.

Mais malgré cela, nous connaissons tous les menaces qui pèsent sur nous. Les certitudes se sont

dissipées, les relations ont changé, et nous nous retrouvons dans un monde ouvertement hostile. Une guerre d'agression territoriale fait rage sur notre continent; d'autres ont éclaté à proximité. La lutte pour les capacités de production redéfinit la concurrence mondiale. Et la bataille des visions tente d'affaiblir la confiance en l'Europe en paralysant nos démocraties.

Mais les inquiétudes des citoyens ne sont pas seulement liées à ces menaces mondiales. De nombreuses familles européennes ressentent les effets de la crise, notamment en ce qui concerne le coût de la vie ou le logement. Le rythme vertigineux des évolutions, notamment technologiques, pèse sur nos emplois, nos moyens de subsistance et nos sociétés. Il affecte aussi profondément notre démocratie et notre discours.

En témoignent la montée des extrêmes, la polarisation des propos, et même la manière dont nous interagissons les uns avec les autres.

Ces préoccupations sont réelles mais sont instrumentalisées pour creuser un fossé entre nous. Ces attaques proviennent parfois de l'extérieur, et trop souvent de l'intérieur. Mais notre projet est clair. Il est de construire une Europe indépendante qui a le pouvoir d'agir. Rien ne pourra nous en détourner. Car, dans ce monde, le sort de l'Europe doit rester aux mains des Européens.

Il nous faut donc choisir. Voulons-nous une Europe forte et indépendante qui défende ses valeurs dans ce monde? Ou laisserons-nous les divisions et les dépendances nous empêcher d'avancer? Voulons-nous nous mobiliser autour du projet européen, qui est de décider ensemble de notre destin? Ou laisserons-nous nos démocraties être sapées par les relais et les marionnettes des régimes autoritaires?

Qu'il s'agisse d'ultranationalistes ou d'anti-européens, d'ingérences russes ou de désinformation, les noms changent, mais l'objectif est le même. Ils méprisent nos valeurs et veulent briser l'unité européenne. Alors luttons contre cela, mais luttons aussi ensemble pour notre idée de l'Europe.

Mesdames et Messieurs les députés,

Notre économie a résisté mieux que prévu aux guerres qui se déroulent au Moyen-Orient. Le chômage est proche de son plus bas niveau historique. Mais la hausse des prix de l'énergie et du crédit met les citoyens et les entreprises sous pression.

Des choix budgétaires clairs devront être faits pour garantir la viabilité budgétaire, tout en protégeant les investissements. Notre priorité numéro un est de donner un nouvel élan à l'économie européenne.

Nous disposons d'un immense marché, d'une industrie et de services d'exception, d'un riche réservoir d'épargne et de l'une des principales monnaies du monde. Et pourtant, nous continuons à fragmenter notre capital, nos réseaux et notre pouvoir d'achat.

C'est pourquoi, lorsque nos équipes ont pris leurs fonctions, nous avons mis en place un plan audacieux. Construire une économie où l'innovation et l'énergie traversent les frontières. Où les entreprises sont compétitives et se développent à travers l'Europe, et où l'épargne finance notre avenir. C'est la logique des rapports Draghi et Letta. Et ensemble, nous tenons nos engagements. Mais nous devons être plus rapides, et cela concerne toutes les institutions.

Nous avons obtenu l'accord politique sur la feuille de route «Une Europe, un marché». Et d'ici la fin de l'année prochaine, nous pourrons et devons achever ensemble cette refonte historique du marché unique.

Dans le climat économique actuel, la rapidité est essentielle. Un permis, un formulaire, un raccordement à un réseau ou une décision de financement. Tous ces éléments peuvent déterminer le choix du lieu d'investissement. Où des emplois seront créés. Nous devons agir beaucoup plus vite. C'est pourquoi nous présenterons des propositions pour accélérer encore l'octroi de permis.

Nous devons donner un coup d'accélérateur massif aux projets qui servent les intérêts stratégiques de l'Europe. Et quand les tracasseries administratives freinent les entreprises et les PME, ils doivent être supprimés.

Comme vous le savez, nos 12 propositions omnibus réduisent les charges administratives de près de 17 milliards d'euros par an. Mais la simplification ne doit pas être à sens unique. Il faut consentir des efforts à tous les échelons. Nous avons beaucoup parlé de l'impact négatif de la surréglementation.

Mesdames et Messieurs les députés,

Certes, nous faisons de notre mieux au niveau européen pour réduire les formalités administratives. Mais je pense qu'il est à présent grand temps pour les États membres de passer à la vitesse supérieure. Si nous souhaitons vraiment simplifier, nous avons aussi besoin d'un pacte contre la surréglementation.

Mesdames et Messieurs les députés,

L'Europe ne pourra pas rester une puissance industrielle si les prix de l'énergie y sont structurellement trop élevés.

Quand la Russie a interrompu les fournitures de gaz, nous nous sommes battus. Notre approvisionnement s'est désormais diversifié. Et nous avons investi dans nos énergies propres locales: les énergies renouvelables et le nucléaire.

Puis le détroit d'Ormuz a été fermé. Et nous avons à nouveau cruellement ressenti à quel point nous étions dépendants des importations de combustibles fossiles. Depuis le début du conflit, ces importations nous ont coûté quelque 90 milliards d'euros supplémentaires, et ce, sans que le moindre quantum d'énergie ait été ajouté.

Nous devons donc redoubler d'efforts pour produire notre énergie propre, locale et abordable. Qu'elle soit renouvelable ou nucléaire, qu'elle provienne du biométhane ou d'autres sources. Peu importe la technologie. Du moment qu'elle serve notre indépendance.

Pour obtenir cette indépendance, il faut électrifier l'Europe. Notre objectif est de doubler la part de l'électricité d'ici 2040. L'Europe pourrait ainsi faire diminuer sa facture de 260 milliards d'euros par an sur les importations de combustibles fossiles. Nous devons toutefois aussi veiller à ce que l'électricité que nous produisons soit disponible.

L'année dernière, nous avons installé plus de 80 gigawatts de capacités renouvelables. Mais une capacité six fois supérieure est encore en attente de raccordement. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de toute urgence du train de mesures sur les réseaux.

Nous devons investir plus rapidement. Accélérer les raccordements au réseau. Accroître le stockage. En bref, faisons de l'électricité l'avenir de l'Europe.

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous pouvons réduire les prix de l'énergie, investir et innover davantage, réformer nos économies. Mais nos efforts sont mis à mal si nos entreprises ne peuvent pas affronter la concurrence dans des conditions équitables.

Notre déficit commercial avec la Chine s'élève aujourd'hui à 1 milliard d'euros par jour. Il a atteint un point de bascule. Certains disent que le second choc chinois est imminent. Nous le ressentons pourtant déjà. Il est perceptible dans nos communautés et dans les usines aux quatre coins de l'Union. Il entraîne la désindustrialisation dans les bassins industriels de l'Europe. Cela n'est pas durable.

Et c'est pourquoi nous dialoguons avec la Chine pour rééquilibrer nos échanges commerciaux. Mais il faut à présent que ce dialogue produise des résultats. La demande intérieure plus faible de la Chine signifie qu'elle a également besoin du marché européen. Nous avons donc tout intérêt, l'une comme l'autre, à œuvrer ensemble à des solutions.

Permettez-moi d'être claire à ce sujet: nous utiliserons tous les outils dont nous disposons pour rééquilibrer notre relation. Parler, c'est bien. Agir, c'est mieux.

Et un autre aspect est important. Nous demeurons excessivement dépendants dans des domaines à risque. Nous dépendons à plus de 80 % de la Chine pour bon nombre de matières premières critiques. À 90 % pour certaines terres rares. Nous avons beaucoup avancé. Mais nous ne sommes pas les seuls qui essayons de nous diversifier. Nous devons trouver des approvisionnements de toute

urgence et renforcer nos réserves.

Aucun pays ne peut réaliser cela seul. Nous devons donc penser différemment. Voilà pourquoi nous établirons une nouvelle Corporation européenne sur les matières premières critiques. Elle nous aidera à obtenir ce dont nous avons besoin et constituer les réserves nécessaires. Pour les voitures électriques, les semi-conducteurs et les batteries, les technologies propres et la défense. Et bien plus encore.

Nos industries en dépendent, mais notre indépendance et notre sécurité aussi.

Ce qui m'amène à mon prochain point, le financement. Que les choses soient claires: notre budget détermine notre avenir. Et tout budget moderne nécessite de nouvelles ressources propres.

Nous devons créer les conditions propices pour que nos entreprises attirent les investissements et la croissance. C'est pourquoi notre travail sur l'union de l'épargne et des investissements est tellement crucial. Mais développer les marchés des capitaux prend du temps. Et les besoins de nos entreprises ne peuvent pas attendre. Nous avons besoin d'un système bancaire conçu pour la croissance, et pas uniquement pour la stabilité.

Nous proposerons par conséquent un nouveau paquet bancaire centré sur la simplification et la lutte contre la fragmentation. Nous savons que la demande en capitaux existe. Mais nous avons besoin d'une plus grande capacité et d'un appétit accru pour le risque.

Nos start-up dans le domaine des «deep tech» sont en passe d'attirer des investissements de capital-risque records en 2026. C'est la raison pour laquelle j'ai annoncé l'année dernière un nouveau fonds «Scale-up Europe».

Et un an plus tard, les premiers investissements ont vu le jour, dans des entreprises comme ICEYE. ICEYE a été fondée par deux jeunes Européens: Rafał, originaire de Pologne, et Pekka, originaire de Finlande. Ils se sont rencontrés grâce au programme Erasmus, il y a maintenant 15 ans. Ensemble, ils ont créé une start-up technologique. Ils ont développé leur projet autour de l'imagerie satellitaire. Ils ont obtenu un financement au titre du programme Horizon Europe. Ils ont prouvé l'efficacité de leur technologie. Ils se sont développés grâce à l'investissement privé. Et aujourd'hui, ils sont à la tête de l'une des plus grandes entreprises de technologie spatiale au monde. Une entreprise qui possède des bureaux en Finlande, en Pologne, en Espagne et en Grèce.

L'histoire de l'ICEYE montre que l'Europe est le berceau de l'innovation. Et que nous pouvons raviver l'esprit entrepreneurial de l'Europe.

Je suis ravie que les fondateurs soient parmi nous aujourd'hui. Veuillez vous joindre à moi pour souhaiter la bienvenue à Rafał et Pekka. Votre histoire est celle d'une véritable réussite européenne.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ce sont là les fondamentaux économiques de l'Europe. Mais notre prospérité et notre sécurité futures dépendront en grande partie de notre gestion des points de bascule de notre époque: le changement climatique et l'IA.

En ce qui concerne le changement climatique, nous avons connu cet été un moment de vérité. Presque aucune partie de notre continent n'a été épargnée. En Belgique, dans les Hautes Fagnes, une tourbière formée au fil des siècles a brûlé, se transformant en désert de cendres.

Les flammes ont fait rage, des montagnes d'Irlande jusqu'aux îles de Grèce et de Croatie. Dans les Alpes, les anciens glaciers reculent chaque jour un peu plus. Tous ces phénomènes ont des conséquences absolument catastrophiques: 660 000 hectares réduits en cendres. Quelque 12 millions de tonnes de récoltes perdues.

Des fleuves aussi importants que le Danube, le Rhin ou la Garonne qui disparaissent sous nos yeux.

Plus de 35 000 décès supplémentaires pendant les vagues de chaleur. Des maisons de retraite et des hôpitaux exposés à des températures dangereusement élevées. Et tout cela n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend.

Nous avons connu l'été le plus chaud de tous les temps, mais les prochains le seront sans doute encore plus.

Les données scientifiques sont sans appel. L'Europe se réchauffe deux fois plus vite que le reste du monde. Bien sûr, la transition n'est pas une mince affaire. Et nous devons nous adapter et apprendre en cours de route.

Mais une chose est sûre: l'Europe peut, doit et va maintenir le cap sur ses objectifs climatiques.

Mesdames et Messieurs les députés,

Il ne s'agit pas ici de choisir entre atténuation et adaptation. Nous avons besoin des deux. Et ces deux approches doivent se renforcer mutuellement. C'est le seul moyen de parvenir à la résilience au changement climatique. Mais nous devons considérablement renforcer notre préparation.

Le mois prochain, nous présenterons un nouveau cadre pour la résilience au changement climatique. Nous identifierons 100 des territoires les plus vulnérables d'Europe. Et nous évaluerons les risques, ainsi que le niveau auquel ils doivent être gérés.

Cela nous donnera une approche englobant l'ensemble de la société, jusqu'au niveau local, où l'adaptation est la plus importante. Ce cadre visera à faire de l'Europe la championne des technologies d'adaptation, qui représentent un énorme marché émergent.

Qu'il s'agisse de cultures résistantes à la sécheresse, de la prévention des inondations ou de refroidissement économe en énergie, l'Europe est déjà à l'avant-garde. Et nous devons conquérir ce marché.

Aujourd'hui, en Europe, seuls 25 % environ des pertes dues à des catastrophes sont couvertes par une assurance privée. Ainsi, bien trop souvent, ce sont les budgets nationaux qui font office d'assureur de dernier recours.

Nous devons agir pour combler cette lacune. C'est pourquoi la Commission mettra en place une alliance pour l'assurance des risques climatiques.

Mesdames et Messieurs les députés,

L'été que nous venons de vivre ne peut se reproduire. C'est pourquoi nous présenterons prochainement un plan européen de lutte contre les vagues de chaleur. Nous avons besoin de systèmes d'alerte précoce plus efficaces et d'une meilleure préparation sanitaire. Nous avons besoin d'adaptation et de refroidissement au niveau des zones urbaines. Et nous devons soutenir les plus vulnérables.

Second point de préoccupation: l'eau et la sécurité alimentaire.

Nous connaissons les risques que représente la pénurie d'eau pour nos agriculteurs, notre énergie et nos chaînes d'approvisionnement. Pourtant, il y a une déperdition de près d'un quart du volume d'eau dans les canalisations européennes, principalement à cause de fuites. C'est un énorme gâchis. Nous présenterons donc une nouvelle initiative européenne pour l'eau. Parce que l'eau est une ressource précieuse. Pour notre industrie – et pour notre sécurité alimentaire.

Les cultures ont besoin d'eau pour pousser, tandis que le bétail en a besoin pour survivre. Des récoltes entières en dépendent. C'est pourquoi nous ferons des propositions pour améliorer la gestion des risques et combler le déficit en matière d'assurance.

Une fois de plus, les agriculteurs européens ont su faire face à cet interminable été.

Mesdames et Messieurs les députés,

Les agriculteurs européens sont les meilleurs au monde. Et nous les soutiendrons à chaque étape.

Le point suivant concerne les incendies de forêt. Ils deviennent de plus en plus intenses et fréquents et s'étendent sur des zones de plus en plus vastes.

Je suis très fière de la manière dont l'Europe a réagi. De nos moyens européens, qui traversent le continent pour apporter leur aide. Mais il est clair que nous devons voir plus grand. Et apprendre plus vite.

C'est pourquoi nous avons demandé à certains des pompiers et intervenants d'urgence les plus expérimentés d'Europe de diriger les travaux. Ils examineront tous les aspects de la préparation et de la prévention. De la coordination civilo-militaire aux besoins de nouvelles capacités. Et je leur ai demandé de formuler des propositions, notamment en ce qui concerne une future flotte européenne de lutte contre les incendies.

Rien que cette année, nos équipes d'urgence ont sauvé d'innombrables vies et logements. Et j'aimerais vous raconter une histoire. Celle d'un pilote danois, Rune Kyndal.

Sa passion de l'aviation l'a amené aux quatre coins du monde. Il s'est installé dans une petite ville canadienne appelée Terrace. Il est devenu l'un des pilotes civils les plus chevronnés du pays. Mais Rune voulait mettre son talent au service d'une plus grande cause. Il est donc revenu en Europe pour aider à dompter les incendies qui faisaient rage sur notre continent.

En juillet, il a mené à bien de nombreuses missions sur tout le territoire grec. Il était ensuite censé prendre un repos bien mérité. Mais la crise était à son apogée. Alors Rune a décidé de rester.

Quelques jours plus tard, son officier de liaison incendie et lui ont été victimes d'un tragique accident.

Tous deux ont été tués. Ils sont morts en héros.

J'ai demandé à la mère et aux frères de Rune de se joindre à nous aujourd'hui en tant qu'invités d'honneur.

Chère Margit, cher Tue, cher Kaare,

Nous sommes honorés de vous compter parmi nous. Rune a donné sa vie pour sauver celle des autres. Aujourd'hui, toute l'Europe a une dette envers lui.

Mesdames et Messieurs les députés,

Le deuxième point de bascule de notre époque est l'intelligence artificielle.

L'IA est rapidement devenue un fondement de notre économie et de notre sécurité. La position de l'Europe est claire. Nous voulons tirer le meilleur parti de l'IA pour améliorer notre société, notre qualité de vie et notre productivité.

Je suis optimiste quant aux bienfaits que l'IA peut apporter à l'humanité – à condition que nous fassions les bons choix. Comme toute nouvelle technologie puissante, l'IA s'accompagne d'un mélange d'opportunités et de risques. Si nous ne parons pas à ces risques, nous ne serons jamais en mesure de tirer tout le parti possible des opportunités qu'offre l'IA.

À mesure que les modèles d'avant-garde deviennent plus performants, la perception des risques s'est aiguisée.

Les modèles en cours de développement rendront possible le piratage à un niveau que nous n'aurions jamais cru possible. Et ils seront bientôt entre les mains d'adversaires dont la vision du monde est radicalement différente de la nôtre.

Dans le même temps, les dangers que posent les modèles capables d'auto-amélioration deviennent de plus en plus évidents.

Les incidents ayant impliqué des agents d'IA qui s'étaient échappés de leur environnement ou qui avaient inséré du code malveillant n'en donnent qu'un avant-goût. Après l'incident de HuggingFace, les développeurs sonnent l'alarme. Et les PDG des entreprises les plus avancées nous disent qu'il est temps de ralentir les modèles ayant atteint le stade de l'auto-amélioration récursive. Qu'il faut ralentir la course.

Si les développeurs des technologies sont sans ambiguïté à ce sujet, alors nous devrions l'être aussi. Le règlement sur l'IA est bien sûr une pièce maîtresse des garde-fous que nous voulons mettre en place. Et, grâce à lui, l'Europe est à même de façonner les efforts à mener à l'échelle mondiale.

Nous allons donc collaborer avec nos partenaires partageant les mêmes valeurs, comme le Canada et le Royaume-Uni, entre autres. Nous voulons faire équipe sur l'évaluation des modèles, la vérification,

l'alerte précoce, la sécurité de l'IA et bien plus encore.

Et j'inviterai les principaux laboratoires d'avant-garde à discuter du soutien à apporter aux efforts actuels de l'industrie pour ralentir la course.

Mesdames et Messieurs les députés,

Il est également vrai que l'Europe devra compter sur ses propres capacités, en particulier en vue de protéger la sécurité nationale.

Nous devons rester dans la course. Parce qu'il en va de notre indépendance. Nous devons donc augmenter massivement notre capacité informatique. Et nous présenterons nos idées pour y parvenir de manière propre et efficace.

Nous concevrons également de nouveaux modes d'utilisation des fonds publics et privés pour investir dans les start-up et les entreprises européennes les plus prometteuses.

Mesdames et Messieurs les députés,

En limitant les risques liés à l'IA, nous pouvons maximiser les avantages que nous tirons de cette technologie. Nous avons déjà beaucoup avancé. En matière de gigafabriques et de souveraineté technologique, par exemple. Mais la prochaine étape de cette course ne concerne pas seulement les modèles d'avant-garde. Tout comme l'imprimerie autrefois. C'est un Allemand qui l'a inventée, mais c'est toute l'Europe occidentale qui l'a maîtrisée, puis appliquée.

Nous n'avons pas besoin d'être les développeurs des technologies d'avant-garde pour en tirer le meilleur parti. La clé consiste à créer la valeur que l'IA n'a pas encore apportée. À sortir l'IA des écrans pour la faire entrer dans l'économie réelle et la société. Dans les usines. Dans les services hospitaliers. Dans l'agriculture de précision. Dans nos réseaux énergétiques. Pour la conduite autonome. Pour la défense.

C'est dans ces domaines que la valeur réelle est cachée. Et c'est dans ces domaines que l'Europe a de précieux atouts. Nous avons des industries de rang mondial qui reposent sur des données de la plus haute qualité. Ces données sont un trésor européen précieux. Ce sont elles qui peuvent alimenter des modèles d'IA industrielle sur mesure.

Permettez-moi de vous donner un exemple tiré de la société. Celui du dépistage du cancer du sein, un enjeu auquel bon nombre d'entre vous n'ont cessé de sensibiliser. Le dépistage par mammographie réduit la mortalité d'environ 30 à 40 % chez les femmes qui font ce dépistage. La détection précoce est essentielle. C'est là que l'IA peut intervenir.

La mammographie fondée sur l'IA peut détecter les cancers plus sûrement et à un stade plus précoce. À la clé, la survie de plus de femmes. Nous avons donc besoin de l'IA dans le secteur de la santé. Mais, là encore, nous devons adopter une approche européenne.

Est-ce que je veux que mon médecin ait un accès instantané à toutes les données nécessaires pour établir le meilleur diagnostic ou prescrire le meilleur traitement? Bien sûr que oui. Mais est-ce que je veux que mon médecin soit un robot assisté par l'IA? Non, bien sûr que non. Je ne veux pas que ce soit un robot qui m'annonce que j'ai un cancer.

En résumé, l'IA doit donner à nos médecins les moyens d'agir. Elle ne doit pas les remplacer.

Ce n'est là qu'un exemple. Actuellement, nous nous concentrons sur cinq des secteurs qui présentent la plus grande valeur, où l'IA industrielle offre le plus grand potentiel et pour lesquels nous disposons de données: la santé, les transports, l'agroalimentaire, la fabrication avancée, ainsi que la défense et l'espace.

En novembre, nous annoncerons des initiatives qui changeront la donne dans ces secteurs.

Nous inviterons les États membres, les députés européens, l'industrie et les entrepreneurs à se joindre à nous dans ce projet européen ambitieux.

Notre approche est claire. Nous voulons l'IA. Nous voulons que l'IA crée plus de valeur, de manière plus responsable, à moindre coût et en consommant moins d'énergie. Mais surtout, nous voulons une

IA qui respecte la capacité d'action humaine.

Mesdames et Messieurs les députés,

Telle est notre approche européenne.

De nombreux risques liés à l'IA ont également des répercussions sur notre économie sociale de marché. Pour certains, l'IA permet d'effectuer plus rapidement les tâches répétitives, ce qui leur permet de mieux utiliser leurs compétences. Mais il est clair que ces avantages sont inégalement répartis selon les compétences, les générations et les régions.

Il suffit de regarder les jeunes et les obstacles auxquels ils sont confrontés pour accéder simplement à un premier emploi.

Notre réponse doit être à la hauteur. De l'éducation à l'emploi, l'IA doit nous aider à développer les compétences, à améliorer la qualité des emplois et à donner à tous les travailleurs une chance équitable.

C'est pour cette raison que notre acte législatif sur des emplois de qualité est nécessaire. Et nous le proposerons avant la fin de l'année.

Mesdames et Messieurs les députés,

L'année prochaine, nous célébrerons le 10^e anniversaire de notre socle européen des droits sociaux. Et nous continuerons à honorer les engagements qu'il contient.

Nous investirons dans nos régions, afin que chacun dispose d'un «droit à demeurer» dans sa région. Nous lancerons un pacte européen en matière de soins afin de répondre aux problèmes posés par nos changements démographiques.

Nous venons de proposer le tout premier règlement sur le logement abordable afin de résoudre les problèmes liés à la location à court terme et de lutter contre la spéculation immobilière.

Parce que, Mesdames et Messieurs les députés, demeurer dans sa région n'est pas un privilège. Les soins ne sont pas un privilège. Le logement n'est pas un privilège. Ce sont des droits.

Lorsque nous avons proclamé ce socle des droits sociaux, il y a dix ans, le monde était différent. Notre société a connu des changements. Positifs à bien des égards, mais parfois négatifs.

Aujourd'hui, nos valeurs fondamentales sont remises en question. Certaines personnes veulent même revenir en arrière en ce qui concerne les droits des femmes. Et ainsi nous renvoyer à une époque où les femmes étaient des citoyennes de seconde classe.

Nous avons tellement lutté pour obtenir l'égalité de traitement, l'égalité des chances, l'égalité salariale.

Regardez donc autour de vous. Enfin, nous sommes présentes dans cette pièce en grand nombre: des présidentes, des vice-présidentes, des cheffes de groupe parlementaire, des commissaires, des députées au Parlement européen, des membres du personnel et des huissières.

Permettez-moi donc d'envoyer un message très clair à tous ceux qui ont besoin de l'entendre: les femmes ne céderont pas leur place. Nous défendrons nos droits. Et nous continuerons à nous battre quotidiennement pour nos valeurs.

C'est pourquoi, avec mon cher ami António Costa, nous organiserons un sommet pour défendre les principes intemporels de notre socle social.

Les temps peuvent changer, les technologies peuvent changer, mais nos valeurs, elles, ne changeront pas. En Europe, les individus auront toujours la priorité.

Mesdames et Messieurs les députés,

En cette période marquée par de nombreux points de bascule, notre prospérité et notre sécurité ne

seront pas façonnées sur notre seul territoire.

Cette année, nous avons signé des accords de libre-échange avec l'Inde, le Mercosur, le Mexique, l'Australie et l'Indonésie.

Nous avons désormais conclu des accords commerciaux avec plus de 80 pays, plus que quiconque dans le monde. Et les acteurs économiques exigent que nous allions plus loin.

Je peux annoncer aujourd'hui un nouveau projet de connectivité internationale. Il reliera directement le Caucase du Sud et l'Asie centrale au marché européen, ce que nous appelons le corridor médian.

Grâce à la stratégie «Global Gateway», nous entendons mobiliser jusqu'à 12 milliards d'euros d'investissements publics et privés. Notre objectif est de diversifier les routes, de tripler les flux commerciaux et de réduire les temps de transit du fret d'ici à 2030.

Pour y parvenir, nous organiserons un sommet régional sur la connectivité avec le Premier ministre bulgare.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ces partenariats constituent un choix stratégique pour l'Europe. Mais ils répondent également à la fracture du système international fondé sur des règles.

Pour certains, la réponse est de faire cavalier seul. Mais pour nous, ce n'est pas envisageable. L'Europe aura toujours un rôle de premier plan dans la défense du système fondé sur des règles. Cependant, nous ne pouvons plus nous reposer sur ce seul système pour protéger nos intérêts. Ni partir du principe que ses règles nous protégeront des menaces complexes auxquelles nous sommes confrontés.

Dans ce nouveau monde, nous devons de toute urgence réinventer nos partenariats. Et constituer des coalitions mondiales pour notre résilience et nos démocraties.

Là encore, seule l'Europe, par sa taille et sa puissance, peut montrer la voie.

C'est pour cette raison que j'ai invité le Premier ministre canadien Mark Carney à se joindre à nous aujourd'hui.

Mark, votre présence ici est un symbole de l'amitié durable entre nos peuples. Nos liens culturels, historiques et personnels sont profondément enracinés dans nos sociétés.

Et grâce à l'AECG, nos échanges de biens ont augmenté de 75 % en moins d'une décennie.

C'est un exemple clair du pouvoir de nos accords commerciaux. Nous voyons le monde avec les mêmes yeux: de l'IA au changement climatique, de l'Arctique à la géopolitique. Et nous avons fait front commun: sur l'Ukraine, sur la défense, sur les matières premières et sur les chaînes d'approvisionnement.

Mais par-dessus tout, cher Mark, l'Europe et le Canada croient en la démocratie.

Nous croyons que ce pouvoir n'appartient ni aux plus forts, ni aux plus riches, ni à celles et ceux qui font le plus de bruit ; c'est notre bien à tous. Ces démocraties ont la liberté de choisir avec qui travailler.

C'est donc volontairement que nous unissons nos forces. Nous passerons de l'AECG à une alliance pour l'avenir afin de créer un espace commun de prospérité et de sécurité économique. Nous travaillerons sur la fabrication intelligente. Nous créerons une alliance technologique. Nous intégrerons des bases industrielles de défense. Nous ferons de l'Arctique un projet phare commun. Nous travaillerons sur l'énergie, les minéraux critiques et les batteries. Ainsi que l'IA, le quantique, la cybersécurité et la sécurité économique.

Ce partenariat ne se dresse pas contre qui que ce soit, mais vise à mettre nos forces en commun.

En un mot, nous voulons élever les relations avec le Canada au plus haut niveau possible.

Cher Mark,

J'ai dit qu'il était urgent de réinventer nos partenariats. Je voudrais donc œuvrer avec vous à la possibilité pour le Canada de devenir le premier membre associé de l'UE.

Nous partageons un océan, un ensemble de valeurs et une façon de voir le monde. Et nous bâtissons à présent notre avenir commun – merci à vous d'être ici.

Mesdames et Messieurs les députés,

La croyance de l'Europe dans la coopération a toujours été motivée par la paix. C'est là notre raison d'être.

Aujourd'hui, cette paix est en péril. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine fait rage. Les menaces s'accumulent sur notre sol. La semaine dernière, nous en avons été témoins en Lituanie, au Danemark et en Pologne. La tentative d'attaque au drone à Leipzig en est une preuve supplémentaire. Nous devons donc être clairs: il s'agissait d'une attaque menée par des agents russes avec du matériel de qualité militaire sur le sol européen.

Une attaque portée non seulement contre un État membre, mais contre l'ensemble de notre Union.

Et cela, Mesdames et Messieurs les députés, nous ne le permettrons pas.

Nous ne devrions pas nous bercer d'illusions sur ce qui est en jeu: les menaces hybrides auxquelles l'Europe est confrontée sont *de moins en moins* hybrides et il s'agit *de moins en moins* de menaces.

Cyberattaques et sabotages, incendies criminels et encore incursions de drones : elles sont chaque jour plus nombreuses. À mesure que le niveau de menace grandit, la préparation de l'Europe doit grandir également.

C'est pourquoi je proposerai, conjointement avec la HR/VP, une nouvelle stratégie européenne de sécurité.

Beaucoup d'outils sont déjà à notre disposition. Nous renforçons aussi les travaux que nous menons avec l'OTAN. Pourtant, notre doctrine, nos institutions et notre processus décisionnel ne tiennent pas le rythme de la nouvelle réalité.

Nos systèmes ont été conçus pour un monde différent. Ils reposent sur la quête bien intentionnée de consensus et de compromis. Nous devons cependant nous demander s'ils sont toujours adaptés à leur objectif.

Par exemple, l'Europe a besoin de son propre manuel contre les menaces hybrides. Nous devons trouver d'urgence un consensus sur le mode opératoire à adopter face à certains incidents ; ceux qui, sans être des agressions armées, menacent éminemment notre sécurité nationale. En d'autres termes, il nous faut nous doter du pendant du mécanisme de l'« article 4 » de l'OTAN.

Je crois qu'il est temps que l'Europe dispose de son propre article 4, ou d'un protocole de sécurité d'urgence. En cas de déclenchement par un État membre, tous les États membres se réuniraient, afin de coordonner une réponse européenne, d'empêcher toute nouvelle escalade et d'atténuer les conséquences.

Et je crois que nous devons aller plus loin encore.

Depuis longtemps, nous discutons d'un format associant des dirigeants qui soit axé sur la sécurité de notre continent. Parmi nos partenaires figureraient le Canada, la Norvège, l'Ukraine, le Royaume-Uni, et d'autres acteurs impliqués.

L'urgence est encore plus grande aujourd'hui, au vu de la nature et de l'ampleur des risques en jeu. C'est pourquoi nous exposerons nos idées pour qu'un Conseil européen de sécurité devienne réalité.

L'urgence est manifeste.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ce front commun anime également nos travaux sur la défense européenne.

La hausse des dépenses en matière de défense a permis d'atteindre des niveaux records

d'investissement dans nos capacités et nos forces.

De nouveaux projets communs commencent à voir le jour. Et nous achetons plus «européen» que jamais.

Cela se traduit par de plus grosses commandes pour notre industrie, une meilleure interopérabilité et davantage d'économies d'échelle. Nous devons maintenant passer au stade supérieur.

La guerre en Ukraine nous a montré l'importance que revêtent les capacités stratégiques. Ce sont les moyens d'appui et les multiplicateurs de forces indispensables sur lesquels toute défense crédible s'appuie. De la défense aérienne et antimissile au transport stratégique, en passant par le ravitaillement en vol. De l'espace au cyberspace.

Ces systèmes sont essentiels, et il nous en faut davantage. Ce n'est qu'en travaillant de concert que l'Europe a l'envergure nécessaire pour produire ces systèmes.

Je peux donc vous annoncer la mise en place d'un nouvel instrument européen pour les capacités stratégiques, pleinement aligné sur l'OTAN. En effet, seule une posture forte et crédible en matière de défense européenne garantira notre sécurité.

Et, à cet égard, il n'y a pas de place au doute: l'Europe défendra chaque mètre carré de son territoire.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ce que cela signifie, les hommes et les femmes d'Ukraine nous le montrent jour après jour.

Nous savons combien l'hiver prochain sera dur pour l'Ukraine. Mais nous savons aussi ceci: ni les missiles nord-coréens ni les drones russes ne sauront briser l'esprit de résistance des Ukrainiens.

Parce que les Ukrainiens se battent pour quelque chose. Ils se battent pour conserver leur État, leur identité et leur liberté.

Et ils se battent aussi pour notre liberté et notre droit à l'autodétermination.

Notre devoir demeure d'aider l'Ukraine au mieux de nos capacités.

Concrètement, voici ce que cela signifie: premièrement, nous allons soutenir l'Ukraine plus que jamais dans cet hiver de guerre qui sera le pire d'entre tous. Avec nos partenaires, nous apporterons une aide humanitaire et consoliderons l'approvisionnement de l'Ukraine en énergie et en chauffage.

Deuxièmement, nous allons renforcer la défense aérienne de l'Ukraine. La semaine dernière, nous avons pour la première fois approuvé l'achat de missiles de défense américains Patriot. Il faut à présent que ceux-ci soient livrés d'urgence.

Mais nous devons aussi réduire ensemble notre dépendance à un fournisseur unique.

C'est pourquoi nous voulons développer avec l'Ukraine un système de défense antimissile modulaire et d'un coût abordable.

Notre projet Freyja est au cœur de cette collaboration. Avec ce projet, nous allions l'expérience du combat et la force d'innovation des Ukrainiens à l'avance technologique des Européens. Et aussi, bien sûr, à nos formidables capacités de production.

Freyja n'est qu'un début. Il faut faire plus. Avec les fonds de SAFE qui nous restent, nous allons mettre sur pied un programme de projets communs avec des entreprises ukrainiennes.

Troisièmement, nous allons durcir nos sanctions à l'encontre de la Russie.

Il nous faut encore accroître la pression sur la Russie. Nul besoin pour cela d'adopter toujours de nouvelles sanctions: il s'agit surtout d'appliquer celles qui sont déjà en vigueur.

Nos sanctions font mal. Elles placent l'économie russe dans une situation d'extrême tension. La Russie cherche par tous les moyens à les contourner. C'est pourquoi nous devons aussi remédier à toutes les failles de notre dispositif.

Car, Mesdames et Messieurs les députés,

Cet été, les frappes se sont succédé, jour après jour, sur les villes ukrainiennes.

À Kryvyi Rih, des drones russes se sont abattus sur un centre commercial bondé en plein jour. Et puis ils ont frappé une seconde fois – ciblant délibérément les secouristes qui s'étaient précipités pour apporter leur aide.

Il ne s'agit pas d'une simple guerre. Il s'agit d'une stratégie de terreur délibérée.

Mais les Ukrainiens n'ont eu de cesse de prouver leur irréductible force d'âme. Une petite fille, cet été, a montré au monde entier ce que cela signifie réellement.

Quand la guerre a éclaté, Sasha était une enfant de six ans animée d'une grande passion. Elle adorait la gymnastique plus que tout. Mais par une belle journée ensoleillée de mai, un missile russe a touché sa maison. Sasha a été tirée des décombres. Elle a passé deux semaines dans le coma. Et quand elle s'est réveillée, elle a découvert que sa jambe gauche avait à tout jamais disparu. C'était comme si son rêve s'était écroulé avec la maison.

Mais Sasha a refusé de se laisser abattre. À peine sept mois après l'attaque, elle retournait à la gym avec sa nouvelle prothèse. Elle s'est entraînée plus fort que jamais. Et s'est mise à remporter médaille après médaille.

Cet été, elle a parcouru le monde avec sa tournée Dance of Freedom – la danse de la liberté. Son but est de dire au monde entier combien les Ukrainiens sont résilients dans leur lutte pour la liberté. Elle a été une source d'inspiration lors de son passage à la Tour Eiffel, à Times Square, à Rio et à Tokyo.

Et aujourd'hui, elle souhaite apporter son message ici même, au cœur de l'Europe.

Mesdames et Messieurs les députés, je vous prie de bien vouloir vous joindre à moi pour souhaiter la bienvenue à Sasha.

Tu es pour nous tous une grande source d'inspiration.

Slava Ukraini!

Mesdames et Messieurs les députés,

Les grandes souffrances des Gazaouis et la violence incontrôlée des colons en Cisjordanie affectent profondément les Européens.

La décision du gouvernement israélien de poursuivre le projet de colonisation E1 est inacceptable.

L'an dernier, j'ai exhorté l'Europe à agir, en proposant un certain nombre de mesures.

Pour beaucoup d'Européens, il est douloureux de constater que les États membres n'ont pas été capables de construire les majorités nécessaires pour une réponse unifiée. Certains États membres sont allés de l'avant. D'autres l'envisagent également.

Une Europe divisée ne saurait changer le cours des événements.

Dans la région, les mois à venir seront critiques. Malgré ces difficultés, l'Europe est la première à soutenir les Palestiniens.

Nous leur avons fourni plus d'aide que quiconque. Par l'intermédiaire du groupe des donateurs pour la Palestine et de l'Initiative «Équipe Gaza», nous avons rassemblé 65 délégations. Ensemble, nous avons promis un milliard d'euros pour reconstruire Gaza et soutenir une autorité palestinienne moderne.

L'Europe soutient le droit d'Israël à la légitime défense. Mais le peuple palestinien a le même droit de vivre dans la sécurité et la dignité.

Il incombe à l'Europe de garder vivant l'espoir d'une solution à deux États.

Mesdames et Messieurs les députés,

Tout au long de ce discours, j'ai évoqué la nécessité pour l'Europe d'agir à l'unisson. Sans quoi elle risque d'être déchirée.

Cette réalité s'est une fois de plus manifestée, cet été, à nos frontières.

Depuis nos frontières orientales jusqu'aux côtes de la Crète et de l'autre côté de la Méditerranée. Et bien sûr, avec la crise à Ceuta. Ces événements sont tous différents. Mais ils ont deux points communs. Le premier est l'exploitation de personnes vulnérables. Par des trafiquants et des passeurs sans pitié. Par nos adversaires. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé un régime de sanctions pour frapper les criminels au point le plus sensible.

Ceci m'amène au deuxième point commun.

Toutes nos frontières extérieures sont des frontières européennes. Je voudrais donc m'adresser directement au peuple espagnol.

La frontière de Ceuta est une frontière européenne. Parce que Ceuta, c'est l'Espagne. Ceuta, c'est l'Europe. Et l'Europe sera là pour vous.

Il faut bien comprendre que la seule solution est une solution européenne. Et cette solution, c'est le pacte sur la migration et l'asile.

Après des années de labeur, nous avons enfin un cadre européen commun. Un cadre qui donne des responsabilités à tous – et qui exige de tous qu'ils soient solidaires. Il doit à présent être pleinement mis en œuvre.

Nous sommes sur la bonne voie. Nous avons constaté une réduction de 55 % des arrivées irrégulières au cours des deux dernières années. Et elles ont encore diminué de 35 % cette année. C'est un véritable progrès.

Mais les événements de cet été montrent que nos instruments doivent évoluer – notamment pour faire face aux situations d'urgence. L'Europe doit avoir les moyens de protéger ses frontières à tout moment. En particulier lorsque des mouvements de masse sont déclenchés et utilisés comme une arme. C'est pourquoi nous proposerons un nouveau cadre européen de réaction d'urgence.

Ce cadre ne sera activé que si un ensemble de critères strictement définis sont remplis. Dans ces cas, il permettra de déroger temporairement et selon des conditions bien définies aux procédures standard.

Le message de l'Europe est clair: nous respecterons toujours nos valeurs et nos droits fondamentaux. Mais nous ne transigerons jamais sur la protection de nos frontières. C'est nous, Européens, qui déciderons qui entre dans l'Union et dans quelles circonstances. Et pas les passeurs et les trafiquants.

C'est pourquoi nous intensifierons également nos travaux en vue du renforcement de Frontex – notamment pour accélérer les retours. Nous améliorerons nos systèmes d'alerte rapide – notamment en partenariat avec des pays tiers. Nous ferons en sorte d'être en mesure de détecter et d'anticiper en ligne. Et enfin, nous continuerons de nous attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière.

Nous devons travailler avec nos voisins à stimuler leurs investissements. Afin d'offrir aux jeunes de vraies perspectives – pour qu'ils n'aient pas à mettre leur vie en jeu. Afin de leur proposer des emplois, des compétences, des formations, des apprentissages.

C'est pourquoi je vous annonce aujourd'hui une nouvelle initiative, intitulée « Initiative Compétences et Emplois pour la jeunesse méditerranéenne ».

Mesdames et Messieurs les députés,

Voilà comment nous pouvons réduire la migration illégale. Garantir les droits des personnes en quête de protection. Faciliter une migration sûre et régulière grâce aux nouveaux guichets d'accès dans les pays partenaires. Et défendre les libertés de notre espace Schengen. Mais, surtout, c'est de cette manière que nous prouvons que l'Europe peut parler d'une seule voix.

Mesdames et Messieurs les députés,

Les solutions européennes collectives sont plus nécessaires que jamais. Car c'est aussi notre démocratie européenne qui est menacée.

Encore et encore, nous avons vu la désinformation et les ingérences étrangères chercher à nous diviser. Chercher à saper la confiance dans notre tissu démocratique et nos médias libres. Des campagnes électorales empoisonnées par la propagande étrangère. Des théories du complot qui reposent sur des vidéos truquées devenues virales.

C'est une guerre cognitive. En Europe, nous formons notre opinion grâce à un accès à des informations fiables et indépendantes. C'est ainsi que nous dialoguons, que nous trouvons des compromis et des solutions – même sur des sujets polémiques. Cette ouverture est notre plus grande force. Mais elle est instrumentalisée par nos adversaires pour fausser le débat et dénaturer la vérité.

Il nous faut donc une capacité collective d'anticipation, de détection et de réaction. C'est pourquoi j'ai annoncé, l'année dernière, la création du Centre européen pour la résilience démocratique. Il produit déjà des résultats avec tous les États membres et cette assemblée. Nous allons intensifier nos efforts et mutualiser nos ressources avec les États membres et les parties intéressées.

Mais ne nous leurrions pas. Les menaces pour nos démocraties ne viennent pas que de l'extérieur. Nous voyons la montée en puissance de forces antidémocratiques, anti-européennes. Et nous en connaissons les risques.

Mais rien n'est inéluctable. Prenez la Hongrie.

Le 12 avril restera très longtemps gravé dans nos mémoires. Ce jour-là, le peuple hongrois a pris son avenir en main. Il a choisi la démocratie. Il a choisi l'Europe. Il a rendu à la Hongrie sa véritable place: au cœur de notre Union.

Après des années de recul, la tendance a commencé à s'inverser. La lutte contre la corruption et l'accaparement de l'État s'accélère. De réels progrès ont été accomplis dans le domaine des droits fondamentaux. De la liberté académique. Et maintenant, des milliards d'euros d'investissement en Hongrie ont été débloqués.

Bien sûr, beaucoup reste encore à faire. Mais c'est la preuve que les efforts finissent par payer.

Grâce à nos rapports sur l'état de droit, tous les problèmes sont désormais détectés rapidement et résolus par le dialogue.

Et grâce à cette assemblée, nous avons renforcé le lien entre les financements et le respect de l'état de droit.

Avec le prochain budget à long terme, nous devons aller encore plus loin. Le respect de l'état de droit et des droits fondamentaux est une condition sine qua non pour bénéficier des fonds de l'Union européenne. Il doit être au cœur du budget. Aujourd'hui, mais aussi à l'avenir.

Mesdames et Messieurs les députés,

La démocratie, c'est avant tout donner à chacun le pouvoir de choisir la société où il veut vivre.

Aujourd'hui, une grande partie de ce pouvoir a été retirée des mains des parents. Les jeunes Européens passent actuellement quatre à six heures par jour devant des écrans. De plus en plus, les enfants sont absorbés dans des contenus conçus pour capter leur attention.

Nous assistons à une grande confiscation de nos enfants. On leur confisque leur attention, leur concentration, leur esprit. Les enfants se retrouvent ainsi privés de leur enfance.

Ils ont besoin de temps pour se construire, pour grandir au contact des autres. Pour se retrouver face à toute la palette d'émotions et de choix qu'offre la vraie vie. Ils ont même besoin de temps pour s'ennuyer. Car c'est alors qu'ils doivent faire appel à leur imagination. Qu'ils doivent échanger, exprimer leur accord, leur désaccord, se faire une opinion, en changer.

Mais quand un enfant a un smartphone, tout cela lui est enlevé.

Jour comme nuit, les parents font l'amer constat des conséquences: insomnies, anxiété, et même automutilations.

Avec une issue fatale dans toujours plus de cas. Comme dans celui d'Oléa, une fille de 14 ans qui vivait en Belgique.

Victime de cyberharcèlement, Oléa a mis fin à ses jours il y a tout juste un mois.

L'histoire est si tragique et déchirante que j'ai hésité à l'évoquer ici.

Mais la mère d'Oléa a eu des mots si touchants pour sa fille. Et si forts pour ne plus que cela arrive à d'autres.

Je tiens à faire honneur à ses mots, et je vais donc le dire en français, dans sa langue.

"Je suis persuadée que sans ces réseaux omniprésents, ma fille serait toujours là. C'est trop."

Mesdames et Messieurs les députés,

Elle a raison. *C'est trop*. Il y en a assez.

J'ai convoqué un groupe d'experts spécial. Nous avons parlé aux jeunes. Nous avons regardé du côté de l'Australie et d'autres pays qui ont pris les devants. L'heure est venue pour l'Europe d'agir.

Demain, la Commission proposera le EU KIDS ACT. L'approche que nous adopterons sera graduelle et différenciée. Chaque âge a ses propres sensibilités. Et chaque âge aura donc son propre niveau de protection approprié.

Pas de médias sociaux avant l'âge de 13 ans. Pas de compte personnel avant l'âge de 15 ans.

Ainsi, les enfants entre 13 et 15 ans ne disposeront que de mini-comptes, installés et surveillés par leurs parents, avec des fonctionnalités restreintes et une durée d'utilisation limitée. Et pour les 15-18 ans, les plateformes seront tenues d'adopter une conception sécurisée.

J'ai conscience que le pouvoir des géants de la tech semble écrasant pour beaucoup. Et impossible à endiguer.

Je ne suis pas d'accord.

Nous n'avons pas à accepter des fonctionnalités addictives. Nous n'avons pas à accepter que les enfants soient exposés à des contenus toujours plus extrêmes. Nous n'avons pas à accepter que les jeunes filles voient leurs photos détournées pour générer des images sexualisées par intelligence artificielle.

Alors, nous renversons la charge de la preuve.

Les plateformes devront prouver qu'elles sont sûres. Parce que le problème n'est pas que nos mineurs aient accès aux médias sociaux. C'est de définir le moment et la manière dont nous permettons aux médias sociaux d'accéder aux mineurs.

L'Europe a le pouvoir d'agir. Nous dictons nos propres règles, pas les géants de la tech.

Mais les mineurs ne sont pas les seuls à être exposés à ces risques. La conception addictive, par exemple, n'épargne personne. Voilà pourquoi il nous faut un cadre plus large: le règlement sur l'équité numérique. Nous le proposerons à l'automne.

Mesdames et Messieurs les députés,

Tout ceci nous montre ce que l'Europe peut accomplir sur ce qui compte vraiment. Mais nous devons aussi regagner le cœur des Européens. Faire naître ce sentiment d'appartenance à quelque chose qui nous dépasse.

L'appartenance à une maison commune. La certitude qu'entre Européens, nous serons toujours là les uns pour les autres.

Car il suffit de regarder par-delà nos frontières pour comprendre combien cette idée européenne est toujours vivante.

Il suffit de regarder vers l'Ukraine et la Moldavie. Vers les Balkans occidentaux. Il suffit de regarder vers tous ces pays proches de notre Union.

Et parce que leur futur est dans notre Union, nous proposerons bientôt des feuilles de route pour les

candidats les plus avancés.

Ce processus restera fondé sur le mérite. Et, Mesdames et Messieurs les députés, je le répète: le respect de nos valeurs est non négociable.

J'ai été horrifiée par les images des funérailles de Ratko Mladić à Belgrade la semaine dernière.

Il a commis des crimes contre l'humanité parmi les plus atroces.

La glorification des criminels de guerre n'a tout simplement pas sa place dans l'Union européenne.

Toutes les victimes des guerres en ex-Yougoslavie méritent que l'on se souvienne d'elles, et toutes leurs familles méritent notre compassion.

Car voilà ce que nous défendons en tant qu'Union: la vérité, la justice et le respect pour nos valeurs.

Mesdames et Messieurs les députés,

L'Europe restera toujours fidèle à ses valeurs. Notre Union est née comme un projet de paix. Pour que notre passé tragique cède la place à un avenir commun pour les Européens.

Des décennies plus tard, des millions de personnes voient toujours dans l'Europe une promesse – parfois aussi loin que le Canada.

Et pourtant, nous oublions souvent à quel point cette promesse demeure puissante.

Au lendemain de la guerre, un Congrès de l'Europe s'est tenu en 1948. Il a réuni les plus grands esprits de notre continent pour réfléchir à l'avenir de la coopération européenne. Pour faire grandir cette idée européenne qui est la nôtre. En tant que société, nous devons retrouver cette faculté de penser l'Europe.

L'année prochaine, nous célébrerons le 70^e anniversaire historique du traité de Rome.

À cette occasion, j'annonce aujourd'hui que nous lancerons un nouveau Congrès de l'Europe.

Nous avons besoin de nos esprits les plus brillants – de toute notre Union et de l'ensemble de notre grand continent. Ensemble, ils élaboreront une vision capable d'inspirer la nouvelle génération d'Européens. Capable de reconquérir l'imaginaire européen. Pour que la prochaine génération puisse écrire sa propre histoire.

N'oublions jamais la naissance de notre Union. Des peuples si longtemps en guerre se sont unis pour bâtir un destin commun. Un destin de paix et de prospérité, de démocratie et de liberté.

Ils n'ont jamais écrit jusqu'où ce destin devait finalement nous conduire. Mais chaque génération a construit sur l'héritage de la précédente. Pas à pas. Pierre après pierre.

Bien sûr, nos imperfections, notre diversité et nos différences demeurent. Mais c'est précisément ce qui fait de l'Europe notre Europe. Notre maison commune.

Alors, Mesdames et Messieurs les députés,

Reprenons encore une fois notre avenir en main.

Vive l'Europe.

Es lebe Europa.

Long live Europe.

SPEECH/26/1868

<@rel_link@>

Personnes de contact pour la presse:

[Paula PINHO](#) (+32 2 292 08 15)

[Arianna PODESTA](#) (+32 2 298 70 24)

[Olof GILL](#) (+32 2 296 59 66)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)